L'Orient – Le jour 28-07-2020

Moody's a attribué la plus basse notation au Liban

L'agence émet des doutes quant à l'octroi d'une aide financière de la part du FMI "dans les prochains mois".

Par Magaly ABBOUD

Moody's, l'une des trois principales agences de notation américaines avec Standard & Poor's et Fitch, a dégradé à nouveau la notation souveraine du Liban, la faisant passer de « Ca », soit une dette qualifiée « d'ultra spéculative », à « C ». Cette dernière note suggère généralement un défaut, et il s'agit de la plus basse note que peut attribuer cette agence. Elle n'a toutefois pas fourni de perspective, négative ou positive au pays, contrairement à son habitude.
C'est la quatrième fois que Moody's abaisse la note souveraine libanaise depuis janvier 2019, que l'agence avait alors classée alors « B3 », tandis que la dernière dégradation a eu lieu en février lorsque le pays a été recalé à « Ca ».
Dans son communiqué, l'agence américaine considère que le défaut de paiement de mars dernier de l'État libanais sur ses eurobonds –titres de dette en devises- constitue une perte pour les investisseurs de « plus de 65% ». Elle pointe du doigt la crise économique et financière que traverse le pays depuis plusieurs mois, doublée d'une dépréciation de la livre, qui a atteint hier 7 900 livres pour un dollar à l'achat et 8 200 livres à la vente, alors que le taux officiel toujours en vigueur est de 1 507,5 livres, soit une dévaluation estimée à « 80% » selon l'agence américaine. Ceci implique donc une inflation vertigineuse, qui s'est établie à 89,74% à fin juin en glissement annuel selon l'Administration centrale de la statistique.
Moody's explique que « la faiblesse des institutions étatiques mine les premières étapes de réformes du pays afin de ramener la stabilité » financière. L'agence prévoit que le ratio dette/PIB, évalué à 175,6% par le gouvernement en 2019, dépassera les 200% cette année, en raison de la dévaluation à 3 500 livres pour un dollar programmé par l'exécutif dans son plan de redressement voté fin avril dernier. L'agence émet également des doutes concernant l'obtention de l'aide financière que le Liban a demandé début mai au Fonds monétaire international (FMI), ainsi que celle provenant d'autres investisseurs internationaux, comme la CEDRE d'avril 2018, avec une grande probabilité « qu'aucun des deux ne (soit) octroyé dans les prochains mois ».
L'agence met aussi en relief « l'efficacité réduite des politiques monétaires entreprises par la Banque du Liban (BDL) » concernant les différentes circulaires publiées au printemps qui mettent en place un nouveau système de change, notamment à travers la circulaire n°150 d'avril dernier qui permet aux déposants de retirer leurs dollars libanais, sur lesquels des restrictions s'appliquent, à un taux supérieur au taux officiel. « Il est improbable que la notation souveraine libanaise évolue » avant une restructuration de sa dette publique, qui s'est élevée à 92,9 milliards de dollars à fin avril, souligne Moody's.

Les deux autres agences avaient déjà, quant à elles, qualifié en mars dernier les titres de dette en devises de « défaut sélectif ». Pour Fitch, il s'agissait de la quatrième dégradation de la note souveraine depuis janvier 2019, passant ainsi de « B- » à « RD » (restricted default), alors que ce n'était que la seconde dégradation mise en œuvre par Standard & Poor's (S&P), qui l'a fait passer de « B- » à « SD/SD » (selected default) durant la même période.